



Déclaration préalable de l'ensemble des représentants des personnels et de MGEN - CAAS de l'académie de Versailles du 21/03/2017

La CAAS qui nous réunit aujourd'hui se tient dans un contexte particulier, en pleine campagne électorale et à quelques semaines du premier tour des élections présidentielles. Nous ne pouvons qu'être inquiets des attaques fortes exprimées à l'encontre de la Fonction Publique, de ses personnels et des budgets qui lui sont alloués. Les représentants des personnels et de MGEN n'ont eu de cesse de rappeler la dégradation des conditions financières des personnels et les besoins croissants en terme d'action sociale qui en résultent ; nous espérons plus que vivement que les efforts engagés par le ministère à l'encontre de l'action sociale dans l'académie – via une hausse conséquente de l'enveloppe qui lui est allouée - pourront être reconduits dans les années à venir. Nous tenons d'ailleurs à remercier à nouveau l'administration rectorale et les services rectoraux pour leur implication qui a aidé, nous en sommes sûrs, à faire avancer nos demandes d'augmentation de l'enveloppe auprès du ministère. Pour autant, les représentants des personnels et de MGEN considèrent que cette augmentation de l'enveloppe allouée à l'action sociale pour notre académie ne permettra pas de couvrir tous les besoins d'action sociale des personnels de notre académie, et continuent de revendiquer une hausse plus importante des moyens financiers alloués à l'action sociale.

Nous tenons également à remercier à nouveau les services rectoraux et départementaux pour leur implication forte auprès des personnels, et ne pouvons que regretter, une fois de plus, le refus de l'administration rectorale de renforcer les équipes par des moyens humains supplémentaires. Dans un contexte d'augmentation des besoins, donc des demandes formulées et donc *in fine* du nombre de dossiers traités, s'obstiner à ne pas renforcer les équipes actuellement en place entre en contradiction avec la volonté affichée d'améliorer les dispositifs d'action sociale académiques et ne pourra conduire qu'à une dégradation de l'action sociale dans notre académie. Après plusieurs années de politique académique volontariste sur ce sujet, nous ne pouvons nous y résoudre.

Concernant la répartition des crédits pour les secours, évoquée lors du groupe de travail de janvier dernier et qui sera actée aujourd'hui, nous rappelons que, pour nous, ces montants ne doivent pas être limitatifs mais doivent être des cibles. Les pratiques constatées dans les départements en CDAS au cours des dernières années ne peuvent qu'être saluées, faisant toujours au mieux pour répondre au plus près des besoins des collègues et sans jamais tomber dans une quelconque cavalerie budgétaire. Nous savons à quel point l'exercice est difficile, compte tenu des besoins prégnants et croissants des personnels et des crédits toujours pas à la hauteur de ce que nécessiteraient toutes les situations. Nous faisons donc parfaitement confiance

à nos camarades et aux services dans les départements pour utiliser au mieux ces nouveaux moyens, sans crainte de voir une augmentation inconsidérée des dépenses. Les représentants des personnels et de MGEN demandent également à être associés à la réflexion sur la répartition des 10% réservés annoncée pour le mois de septembre.

Remerciements aux services pour la qualité des documents et des échanges.